

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 62

Mercredi 2 juin 1976

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Les grèves et les manifestations d'avril-mai 76 : un acquis moral pour les travailleurs

LES travailleurs de Martinique ont mené pendant la fin du mois d'avril et le début de mai une lutte de grande envergure pour exiger l'application des lois sociales en vigueur en France.

Et cela ils l'ont réclamé à leur manière, par leurs propres méthodes.

Pendant les premiers jours de cette lutte, commencée par les travailleurs du Bâtiment, les hommes politiques de la gauche tentaient de la canaliser vers le Conseil général. Le préfet de la Martinique, lui, agissait l'espoir que le Conseil des ministres allait se réunir spécialement pour discuter des problèmes des Antilles.

Mais cela n'a pas suffi pour désamorcer la volonté de lutte des travailleurs. Le mouvement était lancé et comme en 1974, il surprit tous les états-majors qui, à force de dire que les travailleurs sont démobilisés, afin de les démoraliser, finissent par croire leurs propres mensonges.

Dès que les travailleurs du Bâtiment eurent appelé à la rescousse leurs frères des autres secteurs ceux-ci ont su qu'ils devaient entrer dans la lutte. Et c'est pratiquement par-dessus la tête des directions syndicales que les ouvriers du Bâtiment lancèrent l'appel à la grève générale.

C'est ainsi que les travailleurs s'en prirent, violemment quelquefois, aux directions syndicales leur reprochant de ne pas « organiser » la grève générale. Ces travailleurs faisaient aux directions syndicales un procès de compétence, alors que tout simplement celles-ci étaient bien embarrassées d'un mouvement qu'elles n'avaient jamais souhaité.

Pendant un certain temps les travailleurs ont été désorientés par les querelles entre syndicats. A vrai dire, il s'agissait d'un ballet réglé à l'avance pour arrêter le mouvement. Il s'agissait de démontrer ainsi que l'unité n'étant pas réalisée, la grève ne pouvait pas continuer. Si cela n'a pas empêché, les premiers jours, la grève d'être un succès, par la suite cela influera sur le moral des grévistes.

Contrairement à 1974, cette fois il s'est trouvé des travailleurs en nombre plus grand, et plus déterminés aussi pour faire des propositions allant dans le sens de l'organisation de la grève.

C'est ainsi que des travailleurs des hôpitaux, du Bâtiment, du Commerce, de l'hôtellerie, de la SIMAG, ont fait des propositions qui ont bien souvent été approuvées par les travailleurs pour organiser le mouvement et le rendre efficace.

Il s'agissait essentiellement de mettre sur pied des comités de grève dans chaque secteur et d'envoyer des délégués de ces comités de grève siéger aux côtés de l'intersyndicale. Dans plusieurs secteurs cette idée a connu un début de réalisation. Et plusieurs secteurs ont effectivement mis sur pied des comités de grève.

Bien sûr, cette initiative est restée limitée ; elle ne s'est pas étendue à l'ensemble des travailleurs. Et comme dans bien d'autres grèves ce sont des gens qui dirigent sans être placés sous le contrôle des travailleurs qui ont décidé finalement de mettre fin au mouvement.

Mais contrairement au passé, il y a eu un grand nombre de travailleurs pour poser le problème du comité de grève. Et à cause de cela, cette lutte que vient de vivre la classe ouvrière martiniquaise n'aura pas été inutile. Les travailleurs n'ont peut-être pas réussi à imposer le succès de leurs revendications, mais ils auront au cours de ces journées d'avril et mai gagné autre chose.

Ils auront fait une expérience qui montre que l'idée du comité de grève fait son chemin dans les consciences. Et cela, c'est essentiel.

Il dépend des travailleurs eux-mêmes que leurs luttes soient dirigées par des gens qu'ils contrôlent ou qu'elles soient livrées à des directions qui décident en fin de compte de brader ces luttes.

Et cette dernière grève générale a montré finalement que l'idée de prendre en main son sort soi-même a progressé chez les travailleurs. Ceux-ci, en nombre de plus en plus grand, se rendent compte que leurs luttes, et par-delà ces luttes leur propre émancipation, seront leur œuvre.

Les travailleurs n'ont pas gagné grand-chose de matériel dans ces grèves, mais ils ont acquis autre chose qui, pour leur avenir, peut être important. Tous les biens ne sont pas matériels et le fait de se forger une conscience nouvelle de ce qui est nécessaire pour les luttes futures n'est pas un mince acquis.

EDF MARTINIQUE :

SUSPENSION DE LA GRÈVE MAIS LES PROBLÈMES DEMEURENT

A PRES une semaine et demie de grève, les employés de l'EDF Martinique ont repris le travail le vendredi 14 mai.

La direction du syndicat a préféré suspendre un mouvement qui s'annonçait pourtant comme prometteur, puisque les grévistes bénéficiaient d'un soutien relatif de la population laborieuse et d'une participation de près de 95 % du personnel.

De plus, une commission animation, une commission technique et une commission propagande avaient démarré un travail actif, ce qui permettait une participation plus grande des travailleurs à l'organisation de la grève.

Le principal obstacle à la prolongation de la grève est venu de l'attitude de la direction syndicale.

Celle-ci en majorité au comité de grève était contre la décision de l'assemblée générale de poursuivre le mouvement. Les travailleurs qui voulaient durcir la grève n'ont pas réussi à transformer le comité de grève et en faire un organisme de direction reflétant réellement la volonté de la majorité des travailleurs.

C'est cette situation qui a permis à la direction syndicale pendant qu'il en était encore temps pour elle de faire reprendre le travail.

C'est ainsi qu'après la réunion de Paris entre direction EDF et fédérations syndicales, cette ma-



Placard publicitaire en faveur du développement du tourisme aux Antilles.

Le comité de grève a sauté sur d'infimes concessions de l'EDF pour appeler à la suspension et envisager la reprise de la grève avec la Guadeloupe et la Guyane. A l'heure où nous écrivons, la date de reprise n'est pas encore fixée, et les travailleurs qui comprennent qu'il ne fallait pas arrêter la grève sont de plus en plus nombreux à se manifester.

En tout cas, ils ne sont nullement démoralisés et veulent reprendre le mouvement pour obtenir :

— le maintien des avantages acquis ;

— l'application intégrale du statut EDF ;

— l'amélioration des conditions de travail à PK et le paiement des jours de grève.

Il leur reste l'expérience qu'il faut mettre à la direction de la grève un comité de grève décidé à arracher la victoire et représentatif de l'assemblée générale.

Gageons que les travailleurs de l'EDF, en reprenant leur mouvement sauront se servir de cette expérience.

GUADELOUPE :

LA NOUVELLE MACHINE A COUPER LA CANNE :

UN PROGRÈS POUR QUI ?

LE collège agricole a organisé, samedi 15 mai, une journée de démonstration d'une machine à couper la canne, « CLAAS-Libertadora 1400 ». Cette machine de fabrication allemande, déjà en service à Cuba et à la Jamaïque, permet de couper la canne sans brûlage préalable. Par ailleurs, elle élimine les bouts blancs qui sont à proscrire de la fabrication du rhum, rejette les feuilles et tronçonne la canne en morceaux de 30 à 35 cm nettoyés de toutes impuretés. Ces morceaux sont déversés dans un wagon tracté parallèlement à la machine de coupe.

La « CLAAS-Libertadora 1400 », manœuvrée par un seul machiniste qui, de son poste de commande effectue un travail relativement peu salissant, représente

incontestablement un grand progrès technique.

Mais à qui profitera ce progrès ?

Le démonstrateur se trouva assez gêné pour répondre à un petit planteur qui, au-delà des explications techniques, lui faisait remarquer que seules les usines auront les moyens financiers permettant l'utilisation de telles machines. « Il faudrait voir... peut-être dans le cadre de la réforme foncière... ça c'est du ressort de l'administration... » et coup d'œil en direction du préfet qui se garda bien d'intervenir.

Et c'est bien là un des aspects-clés du problème. Dans la société dans laquelle nous vivons, un progrès technique dont devrait bénéficier tous les hommes et en premier lieu les travailleurs agricoles qui l'ont rendu possible

grâce à tous les capitaux amassés sur leur dos, ce progrès devient entre les mains des capitalistes la source de nouveaux drames et désastres précisément pour ces travailleurs.

Car avec la CLAAS ce sont des milliers de nouveaux chômeurs que prépare l'administration, aussi bien parmi les coupeurs, les attacheuses, que parmi ce qu'il reste d'arrimeurs.

Du sort de tous ceux-là, le patronat et l'administration à ses ordres se moquent complètement.

C'est pourquoi, c'est à ces travailleurs de prendre en main leur sort et de se battre contre les projets patronaux et pour une société où la machine ne se dressera pas contre les hommes mais sera véritablement à leur service.

LE MOUVEMENT DANS LES C.E.T. BILAN D'UNE ANNÉE DE LUTTE

LES vacances approchent, et, avant elles, les examens. C'est l'heure où bon nombre d'élèves des CET se posent anxieusement la question : que faire l'année prochaine ? Car, réussit-on ou pas au CAP et BEP, dans un cas comme dans l'autre, c'est le chômage qui les attend, l'exil ou l'armée.

C'est l'heure aussi où les élèves des CET de la Guadeloupe peuvent tirer un bilan de leur action tout au long de l'année, et envisager les perspectives de lutte et d'organisation pour l'année prochaine.

On n'avait pas connu en Guadeloupe année scolaire aussi fertile en événements. Les élèves ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter plus longtemps les mauvaises conditions de travail et d'hygiène, la répression et le mépris de l'administration.

En réagissant à plusieurs reprises par la grève, par des manifestations contre l'administration, et aussi en cherchant à structurer leur mouvement, ils ont montré un degré de conscience et de maturité que beaucoup étaient déjà prêts à leur dénier.

LE MOUVEMENT DE DECEMBRE

Dès le premier trimestre, la lutte partit du CET du Lamentin. Les déplorables conditions d'hygiène, le manque d'eau, avaient déclenché la colère des élèves. Soutenus par les professeurs du CET, ceux du CES et leurs élèves, ils défilèrent dans les rues du Lamentin, et exigèrent une entrevue avec le vice-recteur.

Dans le même temps, à Capes-terre, au Moule, à Morne-à-l'Eau, les élèves s'organisaient et formaient des comités. Un comité de coordination était mis sur pied. Leurs revendications étaient simples : du matériel, des locaux, des professeurs.

Dans certains cas, comme à Morne-à-l'Eau, le scandale était évident : trois classes préfabriquées dites « légères », perdues dans un champ de canne, entourées d'ordures, sans toilettes, envahies parfois par les bœufs broutant aux alentours, entassaient plus d'une centaine d'élèves. Il y avait aussi le cas de Bouillante dans lequel les normes

de sécurité n'étaient pas respectées, où le manque d'électricité se faisait cruellement sentir surtout pour les élèves y préparant un CAP... d'électricité. C'est d'ailleurs là que la grève fut la plus longue, dépassant un mois.

On vit donc à la fin du premier trimestre et au début du second apparaître un mouvement général des CET. Une grande manifestation fut organisée à Pointe-à-Pitre. Le recteur et le vice-recteur reçurent les délégations d'élèves et de professeurs. Certaines revendications furent satisfaites, d'autres problèmes connurent un commencement de solution, bref ! l'opinion publique était saisie, l'administration fut obligée de bouger. Certains crédits furent alloués en vitesse.

Mais, tout au long de l'année, de multiples mouvements de grève et de protestation furent déclenchés de manière ponctuelle, jusqu'à la grève de Baimbridge au troisième trimestre.

LA GREVE DE BAIMBRIDGE

Au début du troisième trimestre, les élèves de Baimbridge déclenchent une grève contre les mauvaises conditions d'internat et d'hygiène. Ils firent tout de suite appel au soutien des autres CET ; c'est ainsi que ceux du Moule, du Lamentin observèrent une journée de grève. Une manifestation centrale fut organisée à

Pointe-à-Pitre. Les professeurs et les syndicats enseignants soutenaient le mouvement. Le recteur fut obligé de se déplacer de la Martinique et de tenir compte des revendications des élèves. Ce n'est que lorsque satisfaction leur fut donnée que les élèves de Baimbridge reprirent le travail.

NOUVELLE GREVE

Lundi 24 mai, la grève part du CET. Elle s'étend aux élèves et aux professeurs du CES qui les soutiennent. Le mouvement est parti des internes du CET dont plusieurs viennent d'être renvoyés de l'établissement. Un autre motif de colère est l'affichage d'une liste de jeunes filles enceintes dans la salle des professeurs.

Un meeting et une manifestation de rue ont lieu dans la matinée. L'après-midi, le CES reprend le travail et ce n'est que le mercredi que ceux du CET mettent fin au mouvement après la réception d'une délégation par le directeur, la réintégration de certains élèves, le retrait de la liste des jeunes filles de la salle des professeurs.

Dans toutes ces luttes, les élèves se sont organisés de façon autonome. Ce sont eux seuls qui ont déclenché spontanément la plupart des grèves et les ont organisées.

La création de comités reconnus des élèves dans les différents établissements, et d'un comité de coordination des CET de la Guadeloupe faisant paraître une feuille dans tous les CET, le « flash-CET », est un grand pas accompli par les élèves dans leur organisation.

Toutefois, il reste aux élèves à affirmer pleinement cette autonomie face à l'administration mais face aussi aux enseignants.

Souvent dans les mouvements, les professeurs, les syndicats en-



CEUX DE MARIE-GALANTE REMPORTENT UNE VICTOIRE

Le lundi 10 mai, les élèves du CET de Grand-Bourg déclenchent une grève. Ils réclament leurs bourses qui ne leur ont pas été versées depuis le début de l'année, un professeur de sténo, l'ou-

verture de la cantine pour l'année prochaine.

Après une manifestation de rue et une semaine de grève, les élèves reçurent leurs mandats et reprirent les cours.

MARTINIQUE : L'APPLICATION DES LOIS SOCIALES

UNE REVENDICATION A ARRACHER, COMME LE RESTE



LES travailleurs se sont battus en Martinique pour l'application des lois sociales en vigueur en France. Cette revendication est aussi reprise par les syndicats en Guadeloupe.

Mais elle ne rencontre pas, par contre, l'approbation de nombre de militants ou courants nationalistes. En Martinique notamment ce fut particulièrement sensible dans des journaux comme le Naïf et la Voix du peuple.

Nous pensons qu'il va de soi que les travailleurs doivent lutter pour exiger l'application des avantages dont bénéficient les travailleurs français. Ces avantages (allocation chômage, familiales... etc.) ne sont pas liés à une question de nationalité, ils sont le fruit de luttes des travailleurs et ne sont que le résultat des pressions exercées par la classe ouvrière sur la bourgeoisie.

Mais justement il faut bien voir que l'on est obligé de se

battre pour que cet Etat bourgeois applique ne serait-ce que ses propres lois. Et c'est ce même Etat qui prétend prendre en charge notre avenir et, comme il le déclare fréquemment, s'occuper « des plus défavorisés ». Or il n'est pas capable ou ne veut même pas mettre en application des lois déjà existantes en France qui sont tant soit peu favorables aux travailleurs.

C'est bien la preuve que les gouvernants considèrent les Antilles pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des colonies.

Les Giscard et les Chirac sont là pour protéger les intérêts des riches, des gros propriétaires de bananeraies et de champs de cannes, gros négociants etc... Mais les travailleurs et les couches pauvres de la population doivent se charger eux-mêmes d'arracher par la lutte de quoi améliorer leur existence.

Et si la lutte est nécessaire pour obtenir de simples lois déjà appliquées en France, comment croire qu'un tel gouvernement voudra résoudre les problèmes de la terre, du chômage, des bas salaires... ?

Là aussi il s'agira de se battre et de le faire en visant

non seulement à obtenir des améliorations immédiates, mais encore à transformer radicalement la situation en prenant

en main nous-mêmes notre sort.

Georges. RASSAMY

EDF GUADELOUPE :

Les travailleurs n'obtiennent qu'en partie satisfaction

Les employés de l'EDF (Guadeloupe) ont finalement obtenu en partie satisfaction. La direction accepte de laisser intacts certains avantages acquis. Pour les autres, notamment l'âge de la retraite, les employés attendent les résultats de la dernière réunion de la commission paritaire qui s'est tenue à Paris tout récemment. Les employés sont bien prêts à poursuivre l'action si la direction maintient sa position. L'on peut d'ores et déjà dire que c'est grâce à leur détermination à se battre que ceux de l'EDF ont contraint la direction à céder sur certains points.

Cependant, cette détermination n'a pas été sans faille. Après avoir fait 48 heures de grève to-

tale une première fois et menacé de faire une grève illimitée s'ils n'obtenaient pas satisfaction totale, les employés de l'EDF (Guadeloupe) n'observèrent par la suite qu'une journée de grève avec des coupures intermittentes par secteurs. Ce recul s'explique par la pression exercée par les bourgeois et petits-bourgeois, soutenus par l'administration, préfet en tête.

Le moyen de se prémunir de telles pressions est de s'assurer le soutien de l'opinion publique et plus particulièrement celui des autres catégories de travailleurs. Cela, les travailleurs de l'EDF (Guadeloupe) le sauront à l'avenir.

MARTINIQUE : QU'EST-CE QUI FAIT ENRAGER "JUSTICE"?

LE AU LAMENTIN

seignants intervenant à côté d'eux tendaient à imposer de fait leur volonté aux élèves.

Or, les élèves des CET ont besoin de toute leur autonomie d'organisation pour renforcer leur mouvement. Et, cette autonomie, ils devront la gagner en s'imposant aussi face aux parents et aux professeurs.

Les élèves des CET sont de futurs travailleurs. Dans quelque temps, ils seront intégrés à la production, ils mèneront des luttes syndicales, ils auront à combattre un patron pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. C'est cet aspect là qui fait des élèves des CET une catégorie particulière de la jeunesse scolaire.

Et c'est bien pour les habituer à subir le joug du patron que dès l'école, on commence à les

C'est donc aussi pour apprendre à réprimer et à les mépriser.

dre à s'organiser et pour se forger la conscience d'appartenir à une classe bien précise ayant un rôle important à jouer dans la société que les élèves des CET auront à cœur de poursuivre leur lutte et de s'organiser.

L'apprentissage de la lutte dès le CET sera un gage pour eux que dans l'avenir ils ne seront pas que des bêtes de somme à enrichir les capitalistes mais des travailleurs conscients, qui mèneront la lutte pour que disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme.

Claire GOYA.

DANS son numéro du 6 mai, **Justice**, l'organe du PCM, s'en prend violemment à notre tendance. Que nous reproche **Justice**? D'avoir écrit que les travailleurs n'ont pas à faire confiance aux dirigeants syndicaux s'ils veulent triompher dans la lutte qu'ils avaient engagée à ce moment-là contre le gouvernement colonialiste et les patrons. Nous avons expliqué tout au long du conflit du Bâtiment et lors de la cascade de grèves qui a suivi que les travailleurs, s'ils voulaient vaincre, devaient compter sur eux-mêmes et non sur des dirigeants syndicaux qui ne voulaient aucunement conduire la classe ouvrière à la victoire. Et **Justice** de nous demander à qui les travailleurs doivent-ils faire confiance : « A Stirn, à la police ou à Combat Ouvrier?... qui n'avait qu'une vingtaine de militants lors de la manifestation du 1^{er} mai... », et de reprendre l'habituel couplet antiautarchiste contre ceux qui veulent détruire soi-disant les organisations syndicales de la classe ouvrière. Mais pourquoi le PCM montre-t-il une telle hargne contre une vingtaine de gauchistes capables à eux seuls de « détruire les syndicats »?

En réalité, c'est qu'au cours du mouvement social que vient de connaître la Martinique, les travailleurs se sont effectivement méfiés des dirigeants syndicaux et tout d'abord de ceux de la CGTM. Pour une fois, la combativité ouvrière n'a pas été totalement dévoyée par les organisateurs de défaite que sont les Lamon et Tanger! Les travailleurs ont commencé à se défier des bureaucrates et à ne plus prendre pour paroles d'évangile les faux syndicalistes membres dirigeants du PCM.

Que 1.500 travailleurs manifestent contre la volonté de Lamon et laissent ce dernier regagner tout seul la Maison des Syndicats, voilà qui ne peut que déplaire aux dirigeants syndicaux! Que les travailleurs tentent de mettre sur pied des comités de grève, malgré les manœuvres et l'hostilité



Que craignent les bureaucrates, si ce n'est l'organisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes?

de la fraction PCM qui domine la CGTM, voilà qui les fait enrager! Point n'est donc besoin de chercher très loin les raisons des

attaques injurieuses proférées contre notre tendance. Ces propos ne sont que ceux de bureaucrates débordés et qui ont eu

l'une des plus belles frayeurs de leur vie. Celle de voir les travailleurs tenter de se passer d'eux concrètement dans la lutte.



Dans la foulée de France-Antilles... ...Inter-Antilles

LA presse bourgeoise a bien bavé de rage pendant les grèves d'avril-mai, grèves qui ont fortement secoué le pouvoir colonial.

Si les colonnes de **France-Antilles** grosses d'injures et de mensonges à l'égard des grévistes n'ont étonné personne, car tous les travailleurs savent bien que ce journal ne perd pas une occasion pour soigner sa réputation de torchon colonialiste, par contre certains ont été surpris de voir surgir brusquement un sérieux concurrent à côté du journal de Robert Hersant. Il s'agit d'**Inter-Antilles**, l'hebdomadaire

dont Emile Desormeaux est le directeur de publication. **Inter-Antilles** s'est véritablement lancé dans des attaques en règle contre les grévistes. C'est ainsi que dans le numéro 112, on voit l'éditorialiste qui n'est autre que Emile Desormeaux, qui a revêtu pour la circonstance sa tunique de moraliste, distribuer des coups de bâton aux uns et aux autres tout en leur demandant « de faire preuve de scrupuleuse responsabilité... ». Que les travailleurs du Bâtiment demandent « naïvement » la conclusion d'un accord sur l'arrêt définitif de tout licenciement..., eh bien, E. Desormeaux

n'en revient pas. Et quant à la grève de l'EDF, **Inter-Antilles** ne put se retenir de verser des larmes de crocodile sur le sort de « ces milliers d'ouvriers... » « que ce manque d'électricité décidé par quelques-uns, a précipité... dans le chômage technique... ».

Ainsi, en prenant de telles positions **Inter-Antilles** apparaît au grand jour pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire un défenseur de l'ordre bourgeois. **France-Antilles** est donc averti. Gageons que Jean Miot ne restera pas indifférent à la concurrence ouverte de Desormeaux. L'avenir nous le dira...

A BAS L'IMPÉRIALISME !

Djibouti : l'impérialisme change de marionnette

DEVANT l'ampleur de l'opposition à son homme de paille, Ali Aref, le gouvernement français a dû finalement se résoudre à changer de cap. Il négocie maintenant l'indépendance avec des hommes à qui hier encore il déniait toute représentativité. Ces hommes, ce sont les dirigeants de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (LPAI) et ceux du groupe d'opposition parlementaire.

Bien sûr, ce n'est pas pour se conformer aux volontés des populations que le gouvernement français fait ce pas en arrière. Mais c'est contraint et forcé par le mécontentement et par la colère du peuple de Djibouti qui en a assez de l'exploitation, de la misère, du colonialisme et de ce lui qui localement le personifie, Ali Aref. Il cherche à mettre en place une équipe pas trop compromise, mais cependant disposée à collaborer.

Car finalement, la seule différence entre les dirigeants de l'opposition et Ali Aref est qu'ils ont été moins que lui liés aux méfaits du colonialisme. Ils sont pour la plupart d'anciens collaborateurs d'Ali Aref.

Ainsi, les principaux dirigeants de la LPAI, Hassan Gouled Apiton, Ahmed Dini ont été respectivement sénateur UDR et ministre UDR. De même, les dirigeants du groupe d'opposition parlementaire soutenaient il y a peu Ali Aref. Aujourd'hui, ils trouvent

que la France accorde trop rapidement l'indépendance.

Certes les dirigeants de l'opposition bénéficient d'un appui populaire mais cela ne change rien à leur politique et c'est bien pour cela que l'impérialisme est prêt à traiter avec eux.

Toutes ces négociations se font bien sûr par-dessus la tête des opprimés de Djibouti et si un accord intervenait (qu'il comporte ou pas un lâchage d'Ali Aref), il sera dirigé en priorité contre leurs intérêts.

Alors, s'il est une leçon que les travailleurs des Antilles peuvent retenir de l'évolution de la situation à Djibouti c'est bien celle-ci. Car il s'agit de mettre dehors le colonialisme mais pas pour qu'à sa place soit installés des gens comme Ali Aref qui ont toujours été directement à sa solde.

Il ne peut être question non plus de laisser installer des gens qui paraissent plus indépendants mais qui finalement sont tout aussi prêts à défendre les intérêts de l'impérialisme. Il faut que l'accession à l'indépendance profite directement aux masses laborieuses de nos pays. Et cela ne se fera que si ces dernières conservent leur indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis des classes privilégiées du système colonial, engagé la lutte pour leur propre pouvoir dans les Antilles indépendantes.

Jean-Pierre VALDE.

Liban : l'impérialisme français au secours de ses capitalistes

GISCARD, en voyage aux Etats-Unis, a proposé d'envoyer au Liban des troupes françaises.

A en juger par les réactions suscitées par les propos du chef de l'Etat français tant dans le monde arabe qu'en France même, il n'y aura pas de corps expéditionnaire français au Liban. Du moins dans l'immédiat.

Il n'en demeure pas moins que par la bouche de Giscard, l'impérialisme français a rappelé que sa première raison d'être restait la défense des intérêts de ses capitalistes. Car personne n'est dupe : ce n'est point l'amitié entre les deux peuples, français et libanais, qui a conduit Giscard à faire, devant le monde entier et de façon spectaculaire, l'offre des services de l'armée française, mais plutôt la situation préoccupante des intérêts des capitalistes français dans un Liban en crise.

Car l'impérialisme français a des intérêts au Liban, en particulier dans les banques libanaises par lesquelles transitent les affaires financières du Moyen-Orient.

L'armée française, le peuple libanais la connaît, il sait de quelles exactions elle est capable puisque le territoire libanais a été, dans le passé, occupé mili-

tairement par l'impérialisme français. Ce dernier, par la grâce de la communauté internationale des Etats bourgeois, avait fait du Liban un protectorat français entre les deux guerres, c'est-à-dire une semi-colonie.

Quant à la classe ouvrière française, elle n'aurait rien à gagner à une intervention militaire au Liban. De même qu'elle n'a aucun profit à tirer du renforcement de l'occupation par l'armée fran-

çaise des territoires dénommés DOM-TOM.

Et pour leur part, les masses laborieuses de Djibouti, de Guyane et des Antilles sont bien placées pour apprécier à leurs justes dimensions les propositions de Giscard quant au Liban. Car d'expérience, elles savent que la présence militaire de l'impérialisme a le visage de la répression, parfois insidieuse, souvent tragique, toujours brutale.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR
Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens
doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

Vie et lutte des travailleurs antillais en France

LES TRAVAILLEURS DES D.O.M. DANS LA GRÈVE DES HOPITAUX LYONNAIS

COMMENCÉE le 27 avril dernier, la grève aux HCL a vu cette année, une participation importante d'hospitaliers et hospitalières originaires des Antilles et de la Réunion aux côtés de leurs camarades français.

Dès le début du mouvement, leur combativité s'exprimait surtout lors des manifestations de rue et des meetings où l'ambian-

ce était chaude. Des airs de gros-ka et de bel-air étaient repris par tout le cortège avec des textes revendicatifs tels que :

« Oui, nos 250 F. » Chœur : « On les veut, on les aura, sur l'air de E damiso éa. »

« Ba nou 100 F, ba nou 200 F, ba nou 250 F », sur l'air de Ba nou on ti bo.

Mais c'est surtout à Grange-Blanche, principal hôpital de la région que cette combativité devait se concrétiser. A l'initiative de la CGT deux réunions de travailleurs antillais se sont tenues.

A ces réunions, il fut question des revendications des camarades des DOM, à savoir :

— Un voyage payé tous les trois ans avec la famille.
— Une prime de froid.

Mais également quelques revendications concernant l'ensemble des hospitaliers mais touchant plus particulièrement les Antillais et les Réunionnais du fait de leurs conditions d'existence en métropole (famille restée le plus souvent au pays, résidence dans les « ghettos » de la banlieue lyonnaise : Vénissieux, Rillieux...) :

— Davantage de places de crèche.
— Formation professionnelle sur le temps de travail.
— Répartition plus équitable des logements des HCL.
Et en liaison avec les mouve-

ments de lutte menées à la Martinique, il fut également question de :

— L'application des lois sociales chez nous.
— La création d'emplois là-bas.

Car beaucoup étaient d'accord pour reconnaître que si ces conditions avaient existé préalablement, ils n'auraient pas quitté le pays.

Il faut également signaler l'application de fait de la journée continue que les camarades de l'hôpital de la Croix-Rousse réclamaient depuis 1973, ce qui a obligé le directeur à embaucher cinq nouveaux garçons de service à compter du 1^{er} juin.

Tout cela devait déboucher sur la décision de la direction des HCL d'appliquer une circulaire ministérielle nous accordant le voyage payé tous les cinq ans au lieu de la prime de voyage de 500 F tous les trois ans qui nous avait été « généreusement octroyée » à la suite de la grève de 1973.



Lyon : les discussions allaient bon train sur la grève.

Foyers-prisons pour mères célibataires ; ça existe encore !

POUR bien des mères célibataires antillaises, le foyer maternel où peuvent loger mère et enfant de moins d'un an est la seule solution. Certaines mères sont heureuses de le trouver. Mais bien souvent ce sont de véritables prisons.

Quelques Antillaises qui ont habité ou qui habitent encore dans un foyer privé (tenu par des religieuses) dans la région parisienne, racontent :

« Nous pouvons aller travailler dans la mesure où, du lundi au vendredi, des puéricultrices du foyer gardent nos bébés de 9 heures à 12 heures et de 15 à 18 heures. Bien sûr, il nous faut cou-

rir pour rentrer tôt, à la sortie du travail, car, après 18 heures, le bébé reste seul dans la chambre.

Pour cela, nous devons verser 60 % de notre paye avec un minimum de 600 F. Pour ces 60 %, nous mangeons des nouilles presque tous les jours, sans sel d'ailleurs, car il y a des « prénatal » dans le foyer. Nous devons faire le ménage, la vaisselle, les poubelles. Nous n'avons pas droit à plus d'un changement de draps par mois.

A ces conditions de logement s'ajoute le règlement militaire du foyer. Nous devons remettre tout notre argent à la direction du foyer. Si nous avons une course à

faire, nous devons donner des justifications. De plus, si nous voulons sortir 50 F, nous avons intérêt, pour les avoir, à en demander 100.

Les sorties ne sont autorisées que le samedi et le dimanche, et bien sûr avec le gosse, même pour un moment. Les personnes qui viennent nous voir doivent rester dans le parloir. Même les copines qui sont avec nous dans le foyer n'ont pas le droit de venir dans notre chambre.

Enfin, tout est fait pour nous faire croire que nous sommes coupables, coupables de n'avoir pas de mari. Une éducatrice est chargée de nous conseiller dans

la vie, nous les brebis égarées. En fait, son rôle se résume à vérifier que notre lit est bien fait, que, aux repas, rares moments où nous pouvons discuter, nous ne critiquons pas la direction. A ce propos, il est formellement interdit de parler créole.

Celles qui ont osé dire ce qu'elles pensaient de ce foyer-prison ont été expulsées avec leur enfant. Ce fut le cas d'une jeune de 17 ans dont le bébé a été mis à l'assistance publique. C'est aussi ce qui risque d'arriver aux autres Antillaises si nous ne nous défendons pas car cela n'est vraiment pas supportable. »

PAS DE VACANCES AUX ANTILLES POUR LES ANTILLAIS

IL y a de moins en moins de possibilités pour les travailleurs antillais de trouver une place pour rentrer chez eux cet été. Sauf en payant le tarif fort de 2.850 F qui vient d'ailleurs d'augmenter de 6 % depuis le 17 mai, et cela malgré les sempiternelles promesses et l'hypocrisie du gouvernement français.

La politique du gouvernement français a été de faire une propagande tous azimuts avec facilités aux Français qui voudraient partir en vacances (2.500 F pour huit jours, voyage, hôtel, petit déjeuner compris).

De plus, toute une série d'agences, dont au moins une, « Le Point », organisatrice de charters à 1.650 F, n'ont pu fonctionner qu'à condition de réserver leurs places aux métropolitains.

Quant aux organismes officiels tels le BUMIDOM, ils n'ont plus de billets depuis mars.

Enfin, sur les lieux de travail (hôpitaux, PTT...), on fait bien comprendre aux travailleurs antillais que les vacances en été, ce n'est pas pour eux.

Que cherche donc à faire le pouvoir colonial ? Ne serait-ce pas faire en sorte que les Antillais ne puissent plus aller chez eux... et dans le même temps, donner un avant-goût des îles aux Métropolitains ?

Le tourisme aux Antilles : une campagne indécente

IL n'y a pas bien longtemps, nous avons eu l'occasion de dénoncer dans ces colonnes l'attitude de la télévision française qui, en faisant du pittoresque avec la misère des petites gens, relayait de façon servile le gouvernement dans le cadre d'une campagne publicitaire. Le but était de faire grand bruit autour de la possibilité désormais offerte au touriste moyen français de se rendre aux Antilles à la faveur d'un abaissement specta-

culaire de certains tarifs aériens et hôteliers.

La télévision a fait école : à l'occasion du premier vol à tarif réduit, France-Inter, mercredi 26 mai, à une heure de très grande écoute, consacrait l'intégralité d'un reportage aux Antilles - terres - de - sable - de - soleil - et - de - farniente. Et ce n'étaient pas les quelques minutes vaguement consacrées à une présentation des difficultés économiques de ces territoires qui suffisaient

à faire de ce travail autre chose qu'une entreprise doudouiste et par ailleurs de médiocre qualité même de ce point de vue.

A l'heure où les travailleurs antillais émigrés éprouvent les plus grandes difficultés à retourner en vacances aux Antilles, France-Inter, en bon informateur, devrait s'en faire aussi l'écho. Mais l'objectivité, on le sait, n'existe pas et les préoccupations de France-Inter ne vont pas jusqu'à la conduire à s'intéresser au sort des travailleurs.

Italie :

Un PC au pouvoir ?

La campagne électorale est maintenant ouverte en Italie et les élections se préparent fiévreusement.

L'issue des élections est incertaine comme en témoignent d'ailleurs les sondages souvent contradictoires : en effet, malgré le discrédit du Parti Chrétien-Démocrate, la gauche et le Parti Communiste Italien (PCI) ne sont pas assurés de l'emporter. Ces élections anticipées sont la preuve qu'une partie de la bourgeoisie, la grande bourgeoisie, est prête à courir le risque d'un gouvernement à participation communiste.

En effet, rien dans la Constitution n'obligeait le président Leone à dissoudre les chambres. Et on ne saurait non plus y voir une manœuvre favorable au PCI de la part d'un homme qui appartient lui-même au parti adverse, le parti au pouvoir jusqu'alors, le Parti Démocrate-Chrétien.

Une partie de la bourgeoisie italienne pense, et ne se fait pas faute de le dire, que seul le PCI peut remédier à la crise. En raison de son implantation dans la classe ouvrière, lui seul peut remettre de l'ordre dans les usines pour faire redémarrer la production et peut faire accepter aux travailleurs des sacrifices.

C'est cela que la bourgeoisie attend du PCI. Et ce dernier donne déjà des preuves de sa bonne volonté, avant même qu'il ne soit au gouvernement.

De toute façon, quelle que soit l'issue des élections, il est d'ores et déjà certain que la classe ouvrière italienne n'a rien à y gagner.

Un retour éventuel de la droite n'est pas impossible. Il n'est pas à exclure que, malgré la vague de scandales qui l'ont compromis ces temps derniers, la Démocratie-Chrétienne ne refasse peau neuve en misant sur la frayeur qu'inspire à la petite bourgeoisie la perspective de l'arrivée au gouvernement des communistes.

De la droite, la classe ouvrière sait qu'elle n'a rien à attendre.

Mais une victoire électorale de la gauche ne signifierait nullement une victoire de la classe ouvrière.

Qu'espérer d'un parti qui, dès aujourd'hui, promet de préserver les intérêts de la bourgeoisie ? Pour ce faire, il ne pourra qu'aller à l'encontre de ceux des travailleurs comme d'ailleurs de ceux de la petite bourgeoisie.

Cette petite bourgeoisie, lasse de la corruption de la droite, lui avait donné sa sympathie. Mais le PCI au gouvernement n'a aucun moyen de résoudre la crise du système capitaliste. Et au cas où la crise s'intensifierait, il risque de voir cette petite bourgeoisie se retourner contre lui au profit de la droite et même de l'extrême-droite.

La seule issue possible pour la classe ouvrière est celle qui tient compte de ses aspirations. Et pour que celles-ci soient satisfaites, la classe ouvrière ne peut fonder ses espoirs dans les urnes. Son pouvoir est ailleurs.

